



I B P T

**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**CONSULTATION ORGANISÉE PAR LE CONSEIL DE L'IBPT
À LA DEMANDE DU CABINET DU MINISTRE DE L'ECONOMIE
DU 30 SEPTEMBRE 2013
CONCERNANT
LE PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL PORTANT EXÉCUTION EN MATIÈRE
D'APPELS « ECALL » DES ARTICLES 107, § 3, ET 127 DE LA LOI DU
13 JUIN 2005 RELATIVE AUX COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES**

Méthode d'envoi des réactions au présent document :

Délai de réponse: jusqu'au 30 octobre 2013

Personne de contact : Rudi SMET, Premier Ingénieur Conseiller (02 226 87 56)

Adresse de réponse par e-mail: consult02@ibpt.be Objet : Consult-2013-C2

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique.

Le document doit indiquer clairement ce qui est confidentiel.

Il est demandé d'utiliser le « *Formulaire de couverture à joindre à la réponse à une consultation publique organisée par l'IBPT* ». Une version électronique de ce formulaire peut être téléchargée sur le site <http://www.ibpt.be> (IBPT > Publications > Consultations).

L'IBPT souhaite également que les commentaires fassent référence aux paragraphes et/ou sections qu'ils concernent.

Contexte

Afin de réduire le temps d'intervention des services de secours en cas d'accident de la circulation, la directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport, consacre un système harmonisé d'alerte des services de secours à partir d'un véhicule, appelé « eCall ».

Cette directive a été transposée par la loi du 17 août 2013 portant création du cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents et modifiant la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière (dénommée : " loi-cadre STI "), publiée au *Moniteur Belge* le 19 septembre 2013.

La loi-cadre STI crée le cadre visant à soutenir le déploiement et l'utilisation coordonnés et cohérents de systèmes de transport intelligents (STI) et fixe les règles générales nécessaires à cette fin.

Cette loi prévoit notamment que la mise à disposition d'un service « eCall » tient compte des modalités imposées au niveau de la collaboration des opérateurs avec les services d'urgence sur base de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, ci-après « loi du 13 juin 2005 ».

Le présent arrêté exécute principalement l'article 107, § 3, de la loi du 13 juin 2005 en fixant les modalités de la collaboration des opérateurs avec les services d'urgence, mais également l'article 127 de la même loi en fixant les mesures techniques et administratives imposées aux opérateurs en vue de permettre l'identification de la ligne appelante dans le cadre d'un appel d'urgence.

Concrètement, ce système permet à l'occupant d'un véhicule d'émettre un appel d'urgence « eCall », soit automatiquement (par exemple en cas d'accident de la circulation), soit manuellement (par exemple, en cas de malaise du chauffeur).

L'émission d'un « eCall » déclenche simultanément d'une part un envoi automatique d'un ensemble minimal de données, générées par des senseurs électroniques incorporées dans le véhicule, vers une centrale accréditée qui traitera l'eCall, et d'autre part l'établissement d'une communication vocale entre les occupants du véhicule et cette centrale.

Annexe : Le projet d'arrêté royal est repris ci-après.

Charles CUVELLIEZ
Membre du Conseil

Axel DESMEDT
Membre du Conseil

Luc VANFLETEREN
Membre du Conseil

Jack HAMANDE
Président du Conseil

ROYAUME DE BELGIQUE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
ECONOMIE, P.M.E.,
CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[DATE].- Arrêté royal portant exécution en matière d'appels « eCall » des articles 107, § 3, et 127 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

RAPPORT AU ROI

Sire,

Afin de réduire le temps d'intervention des services de secours en cas d'accident de la circulation, un système harmonisé d'alerte des services de secours à partir d'un véhicule, appelé « eCall », a été consacré au niveau européen dans le cadre de la Directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 concernant le cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents dans le domaine du transport routier et d'interfaces avec d'autres modes de transport.

Cette directive a été complétée par la Recommandation 2011/750/UE de la Commission du 8 septembre 2011 sur le soutien à un service « eCall » à l'échelle de l'UE dans les réseaux de communications électroniques en vue de la transmission d'appels d'urgence embarqués fondés sur le numéro 112 (appels « eCall »).

Le système d'alerte harmonisé consiste à assurer la possibilité à l'occupant d'un véhicule d'émettre un appel d'urgence « eCall », soit automatiquement (en cas d'accident de la circulation, par exemple) soit manuellement (en cas de malaise du chauffeur, par exemple).

L'émission d'un « eCall » a pour effet de déclencher simultanément d'une part un envoi automatique d'un ensemble minimal de données, générées par un ou plusieurs senseurs électroniques incorporées dans le véhicule, vers une centrale accréditée qui traitera l'eCall, et d'autre part l'établissement d'une communication vocale entre les occupants du véhicule et la centrale.

La directive 2010/40/UE précitée a été transposée par la loi du 17 août 2013 portant création du cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents, ci-après « loi

KONINKRIJK BELGIE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
ECONOMIE, K.M.O.,
MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[DATUM].- Koninklijk besluit houdende uitvoering voor « eCall » van de artikelen 107, § 3, en 127 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Om de tijd voor de interventie van de nooddiensten in geval van verkeersongevallen te beperken, is er een geharmoniseerd systeem voor het alarmeren van de nooddiensten vanaf een voertuig, genoemd "eCall", ingevoerd op het Europese niveau in het kader van Richtlijn 2010/40/EU van het Europees Parlement en de Raad van 7 juli 2010 betreffende het kader voor het invoeren van intelligente vervoerssystemen op het gebied van wegvervoer en voor interfaces met andere vervoerswijzen.

Die richtlijn werd aangevuld door Aanbeveling 2011/750/EU van de Commissie van 8 september 2011 ter ondersteuning van een EU-wijde eCall-dienst in elektronische-communicatienetwerken voor de transmissie van op 112 gebaseerde noodoproepen uit voertuigen (« eCall »).

Het geharmoniseerde systeem bestaat in het verzekeren van de mogelijkheid voor de inzittenden van een voertuig om een « eCall »-noodoproep te initiëren, ofwel automatisch (in geval van een ongeval bijvoorbeeld) ofwel handmatig (in geval van onpasselijkheid van het bestuurder, bijvoorbeeld).

De uitzenden van een « eCall » heeft als gevolg dat tegelijk enerzijds automatisch een minimumreeks van gegevens worden verstuurd, gegenereerd door een of meer elektronische sensoren ingebouwd in het voertuig naar een geaccrediteerde centrale die de eCall zal behandelen, en anderzijds een spraakcommunicatie tot stand wordt gebracht tussen de inzittenden van het voertuig en de centrale.

De bovengenoemde Richtlijn 2010/40/EU is omgezet door de wet van 17 augustus 2013 tot creatie van het kader voor het invoeren van intelligente vervoerssystemen, hierna « ITS-

STI ». Cette loi énonce en effet parmi ses actions prioritaires celle d'assurer la mise à disposition harmonisée d'un service d'appel d'urgence « eCall » interopérable dans toute l'Union.

La loi STI prévoit que la mise à disposition d'un service « eCall » tient compte des modalités imposées au niveau de la collaboration des opérateurs avec les services d'urgence sur base de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, ci-après « loi du 13 juin 2005 ».

Le présent arrêté exécute principalement l'article 107, § 3, de la loi du 13 juin 2005 en fixant les modalités de la collaboration des opérateurs avec les services d'urgence. En l'espèce, il détermine lesdites modalités de collaboration à charge de l'ensemble des opérateurs fournissant des services lors de l'émission d'un « eCall ».

Le présent arrêté exécute également l'article 127 de la loi du 13 juin 2005 en fixant les mesures techniques et administratives imposées aux opérateurs en vue de permettre l'identification de la ligne appelante dans le cadre d'un appel d'urgence. A ce titre, la méconnaissance de l'obligation d'identification de la ligne appelante est susceptible d'une sanction pénale prévue par l'article 145 de la même loi.

Commentaire article par article

Article 1^{er}.

Le présent article précise certains concepts, afin d'éviter toute confusion entre plusieurs dispositions légales et réglementaires qui doivent s'articuler harmonieusement.

Article 2.

Le présent article précise le champ d'application de l'arrêté proposé. En effet, il vise seulement les opérateurs fournissant des services mobiles puisqu'un appel « eCall » est émis à partir d'un système embarqué dans un véhicule.

Article 3.

Le premier paragraphe de l'article énonce les mesures générales à prendre par l'opérateur mobile qui reçoit un appel « eCall ».

wet ». Deze wet vermeldt inderdaad onder haar prioritair acties de geharmoniseerde beschikbaarstelling van een in de gehele Unie interoperabele noodoproep-dienst « eCall ».

De ITS-wet bepaalt dat de beschikbaarstelling van een « eCall »-dienst rekening houdt met de nadere regels opgelegd inzake medewerking van de operatoren met de nooddiensten op basis van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, hierna « wet van 13 juni 2005 ».

Dit besluit voert hoofdzakelijk artikel 107, § 3, van de wet van 13 juni 2005 uit door de vaststelling van de nadere regels inzake medewerking van de operatoren met de nooddiensten. In casu bepaalt het deze nadere regels van medewerking ten laste van alle operatoren die diensten aanbieden bij het uitzenden van een « eCall ».

Dit besluit voert ook artikel 127 van de wet van 13 juni 2005 uit door het bepalen van de technische en administratieve maatregelen die aan de operatoren worden opgelegd om in het kader van een noodoproep de oproepende lijn te kunnen identificeren. Daarbij is de onwetendheid over de verplichting om de oproeplijn te identificeren vatbaar voor een strafbepaling voorgeschreven in artikel 145 van dezelfde wet.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1.

Dit artikel preciseert enkele begrippen, om elke verwarring te vermijden tussen verscheidene wettelijke en regelgevende bepalingen die harmonieus op elkaar afgestemd moeten zijn.

Artikel 2.

Dit artikel verduidelijkt het toepassingsgebied van het voorgestelde besluit. Het is immers enkel gericht op de operatoren die mobiele diensten leveren omdat een eCall wordt verstuurd vanaf een in een voertuig ingebouwd systeem.

Artikel 3.

De eerste paragraaf van dit artikel vermeldt de algemene maatregelen die moeten worden genomen door een mobiele operator

Tout d'abord, une obligation d'identification est prévue, via un « drapeau eCall » tel que défini dans la loi STI, de façon à pouvoir distinguer l'eCall par rapport aux autres appels adressés au numéro d'urgence 112.

Ensuite, une distinction entre le caractère automatique ou manuel de l'émission de l'« eCall » est prévue afin de permettre la fourniture de statistiques précises quant au nombre et types d'appels d'urgence « eCall » reçus.

De plus, une obligation d'identification unique de la ligne appelante pour chaque eCall reçu est également prévue afin de satisfaire à l'obligation d'identification de l'appel d'urgence prévue par l'article 127 de la loi du 13 juin 2005.

Une évaluation de chaque eCall est prévue sur base de l'ensemble minimal de données transmis automatiquement par le système eCall du véhicule lors d'un eCall. Cette évaluation se fait conformément aux règles fixées par l'autorité responsable – à savoir le SPF Intérieur. Cette évaluation aboutit à déterminer si une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place est nécessaire ou non.

En outre, il est imposé d'établir une communication vocale avec le véhicule afin de tenter d'obtenir des informations supplémentaires des occupants éventuels du véhicule. Si aucune réponse n'est reçue du véhicule, l'évaluation est faite sur base de l'ensemble minimal de données.

Enfin, le premier paragraphe de l'article prévoit une obligation de filtrage de l'« eCall » reçu variant selon qu'une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place est nécessaire ou non. Ainsi, seul un « eCall » nécessitant une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place sera obligatoirement relayé vers une centrale de gestion des appels d'urgence.

Le second paragraphe concerne les entités qui procèdent à l'évaluation et au filtrage d'un « eCall ». Pour pouvoir effectuer ces opérations lui-même, un opérateur doit avoir obtenu préalablement la qualité de « centrale d'alarme » au sens de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et

die een eCall ontvangt.

Ten eerste is er in een identificatieplicht voorzien, door middel van een « Call flag » zoals gedefinieerd in de ITS-wet, zodat de eCall kan worden onderscheiden van de andere oproepen naar het noodoproepnummer 112.

Vervolgens, wordt een onderscheid gemaakt tussen de automatische of handmatige aard van de uitzending van de eCall opdat er precieze statistieken verstrekt kunnen worden over het aantal en de types van ontvangen « eCall »-noodoproepen.

Bovendien is er ook in een verplichting om een eenduidige identificatie van de oproepende lijn voor elke ontvangen « eCall » voorzien, om aan de identificatieverplichting van de noodoproep in artikel 127 van de wet van 13 juni 2005 te voldoen.

Er wordt een evaluatie voorzien van elke eCall op basis van de minimumreeks van gegevens die automatisch door het eCall-systeem van voertuig wordt doorgestuurd bij een eCall. Deze evaluatie gebeurt overeenkomstig de regels vastgesteld door de bevoegde overheid – te weten de FOD Binnenlandse Zaken. Deze leidt tot de vaststelling of een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, nodig is of niet.

Bovendien wordt opgelegd dat een spraakcommunicatiekanaal met het voertuig wordt opgezet ten einde te trachten bijkomende inlichtingen te verkrijgen van de mogelijke inzittenden van het voertuig. Indien geen antwoord komt uit het voertuig, dan wordt de evaluatie uitgevoerd op basis van de minimumreeks van gegevens.

Ten slotte legt de eerste paragraaf van dit artikel een verplichting op om de ontvangen « eCall » te filteren naargelang een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, nodig is of niet. Aldus zal enkel voor een « eCall » waarvoor een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden nodig is verplichtend moeten worden doorgestuurd naar een beheerscentrale voor noodoproepen.

De tweede paragraaf de entiteiten die de evaluatie en de filtering van een « eCall » uitvoeren. Om deze operaties zelf te kunnen uitvoeren, moet een operator voorafgaandelijk erkend zijn als een « alarmcentrale » in de zin van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid. Daar er een

particulière. Comme il existe un marché établi de centrales d'alarme autorisées conformément la loi du 10 avril 1990, un opérateur peut également passer un accord avec une centrale d'alarme déjà autorisée pour que celle-ci assure pour l'opérateur l'évaluation et le filtrage des « eCall ».

Article 4.

Le présent article détaille l'obligation de filtrage imposée et comprend dès lors deux paragraphes consacrés d'une part au traitement des appels « eCall » pour lesquels il est considéré qu'une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place est nécessaire et d'autre part au traitement des autres appels « eCall ».

En effet, il ne peut être présupposé que tout « eCall » nécessite une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place.

Seuls les « eCall » nécessitant une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place correspondent à la notion d'« appels d'urgence » visée à l'article 2, 60° de la loi du 13 juin 2005. Ils font dès lors l'objet d'obligations spécifiques imposées aux opérateurs afin d'assurer l'acheminement de l'appel d'urgence, la transmission de l'ensemble minimal de données et l'identification de la ligne appelante, ainsi que la connexion vocale entre une centrale de gestion des services d'urgence offrant de l'aide sur place et les occupants du véhicule émetteur de l'« eCall ».

La directive 2002/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communication électronique mais également la loi du 13 juin 2005 précitée prévoient un régime particulier en matière d'obligation d'assurer un suivi, le traitement prioritaire et la gratuité notamment pour les appels d'urgence adressés au « 112 ». Ce régime particulier s'applique dès lors de plein droit uniquement aux « eCall » nécessitant une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place, qui sont considérés comme un appel d'urgence « 112 ».

A contrario, tout autre type d'aide ou d'assistance qui ne nécessite pas une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place ne constitue pas un appel d'urgence. Dans ce cas, un opérateur peut

gevestigde markt bestaat van alarmcentrales die vergund zijn overeenkomstig de wet van 10 april 1990, kan een operator eveneens akkoord afsluiten met een reeds vergunde alarmcentrale om voor de operator de evaluatie en filtering van de « eCall » te verzekeren.

Artikel 4.

Dit artikel verduidelijkt de opgelegde filteringsverplichting en bevat aldus twee paragrafen enerzijds gewijd aan de behandeling van de « eCall »-oproepen waarvoor wordt geacht dat een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden nodig is en anderzijds aan de behandeling van de andere « eCall ».

Er mag immers niet worden verondersteld dat elke « eCall » een interventie vereist van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden.

Enkel de « eCall » waarvoor een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden nodig is beantwoorden aan het begrip van « noodoproep » bedoeld in artikel 2, 60° van de wet van 13 juni 2005. Voor deze gelden aldus specifieke verplichtingen opgelegd aan de operatoren om te zorgen voor het doorsturen van noodoproepen, de verzending van de minimumreeks van gegevens en de identificatie van de oproepende lijn, alsook de spraakverbinding tussen een beheerscentrale voor de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden en de inzittenden van het voertuig dat de « eCall » verzond.

De Richtlijn 2002/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake de universele dienst en gebruikersrechten met betrekking tot elektronische-communicatienetwerken en -diensten, maar ook de voormelde wet van 13 juni 2005 voorzien in een specifiek stelsel inzake de verplichting om een follow-up, prioritaire en kosteloze behandeling van met name de « 112 »-noodoproepen te garanderen. Dit specifieke stelsel van rechtswege enkel van toepassing op « eCall » waarvoor een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden nodig is, die als een « 112 »-noodoproep worden beschouwd.

A contrario, vormen alle andere soorten van hulp of bijstand die geen interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, vergen geen noodoproepen. In dit geval kan een operator aan de inzittenden van het

néanmoins proposer aux occupants du véhicules des services d'assistance payants moyennant information complète préalable et consentement préalable de ces derniers.

Article 5.

Cet article impose une obligation de fournir de statistiques mensuelles anonymisées relatives à l'« eCall » afin de pouvoir estimer le nombre d'appels d'urgence reçus et pour lesquels une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place a été considérée comme nécessaire. Afin d'assurer une information complète de toutes les autorités compétentes, il est prévu une transmission d'information du Ministre de l'Economie vers le Ministre de l'Intérieur compétent pour l'organisation des services d'urgence.

Article 6.

Cet article exécute l'article 127 de la loi du 13 juin 2005 en ce qu'il prévoit une obligation d'identification de la ligne appelante pour les appels d'urgence, en ce compris un eCall. La méconnaissance de cette obligation est dès lors passible d'une sanction pénale au sens de l'article 145 de la loi du 13 juin 2005.

Article 7.

Le présent article ne nécessite pas de commentaires.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De votre Majesté,

le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Economie,

voertuig betalende bijstandsdiensten aanbieden als hij volledige, voorafgaande informatie hierover verstrekt en voorafgaande toestemming van deze laatsten hiervoor krijgt.

Artikel 5.

Dit artikel legt een verplichting op tot meedelen van anoniem gemaakte maandelijkse statistieken in verband met « eCall », om het aantal ontvangen noodoproepen te ramen en waarvoor een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden nodig werd geacht. Met het oog op een volledige informatieverstrekking aan alle bevoegde overheden wordt voorzien in een overzending van informatie door de Minister van Economie naar de Minister van Binnenlandse Zaken bevoegd inzake organisatie van de nooddiensten.

Artikel 6.

Dit artikel voert artikel 127 van de wet van 13 juni 2005 uit doordat hij een verplichting tot identificatie van de oproepende lijn voorschrijft in het kader van een noodoproep, inbegrepen een eCall. De onwetendheid over deze verplichting is daarom vatbaar voor een strafbepaling in de zin van artikel 145 van de wet van 13 juni 2005.

Artikel 7.

De overige artikelen behoeven geen commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,

de zeer eerbiedwaardige
en zeer getrouwe dienaar,

Le Minister van Economie,

J. VANDE LANOTTE

J. VANDE LANOTTE

[DATE].- Arrêté royal portant exécution en matière d'appels « eCall » des articles 107, § 3, et 127 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, les articles 107, § 1^{er}/1, alinéas 2 et 3, et § 3, et 127, § 1, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 26 juin 2013 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le [DATE] ;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le [DATE] ;

Vu l'avis n° nn.nnn du Conseil d'Etat, donné le [DATE], en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat] ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'exécution du présent arrêté, l'on entend par :

1° « Loi » : la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;

2° « Loi STI » : la loi du 17 août 2013 portant création du cadre pour le déploiement de systèmes de transport intelligents ;

3° « Centrale de gestion des appels d'urgence » : la centrale de gestion visée à l'article 2, 61°, de la loi du 13 juin 2005 ;

4° « Centrale d'alarme » : entreprise visée à l'article 1^{er}, § 1, 4°, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, qui a obtenu une autorisation à cet effet du ministre de l'Intérieur ;

5° « eCall » : appel tel que défini par l'art. 3, 21., de la loi STI ;

[DATUM].- Koninklijk houdende uitvoering voor « eCall » van de artikelen 107, § 3, en 127 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikelen 107, § 1/1, tweede en derde lid, en § 3, en 127, § 1, eerste lid, 1° ;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 26 juni 2013 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op [DATUM] ;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van [DATUM] ;

Gelet op het advies nr. nn.nnn van de Raad van State, gegeven op [DATUM], met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State] ;

Op de voordracht van de Minister, Minister van Economie;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de uitvoering van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « Wet » : de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie ;

2° « ITS-Wet » : de wet van 17 augustus 2013 tot creatie van het kader voor het invoeren van intelligente vervoerssystemen ;

3° « Beheerscentrale voor noodoproepen » : de beheerscentrale zoals geïndiceerd in artikel 2, 61°, van de wet van 13 juni 2005 ;

4° « Alarmcentrale » : de onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, 4°, van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, die daartoe een vergunning heeft bekomen van de minister van Binnenlandse Zaken ;

5° « eCall » : oproep zoals gedefinieerd door art. 3, 21., van de ITS-wet ;

6° « drapeau eCall » : discriminateur eCall prévu par l'art. 3, 23., de la loi STI ;

7° « Service d'urgence offrant de l'aide sur place » : les services visés à l'article 107, § 1^{er}, a., de la loi ;

8° « ensemble minimal de données » : les informations visées à l'art. 3, 24°, de la loi STI ;

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux opérateurs fournissant des services mobiles appelés à traiter des appels « eCall ».

Art. 3. § 1. Chaque opérateur traite un « eCall » en effectuant successivement les actions suivantes :

1° il identifie l'« eCall » par le « drapeau eCall » et le distingue des autres appels adressés au numéro d'urgence 112 ;

2° il distingue les « eCall » manuels des « eCall » automatiques ;

3° il assure l'identification unique de la ligne appelante pour chaque « eCall » reçu ;

4° il assure, sur base de l'ensemble minimal de données, l'évaluation de chaque « eCall » conformément aux règles et la procédure fixées par l'autorité responsable pour le fonctionnement des centrales de gestion des appels d'urgence et détermine sur base de celles-ci si l'« eCall » nécessite ou non une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place ;

5° il effectue un appel vers le véhicule pour obtenir confirmation par les occupants du véhicule de la nécessité d'une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place et faute de réponse il évalue cette nécessité sur base de l'ensemble minimal de données ;

6° il assure le filtrage de chaque « eCall » reçu selon qu'une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place est nécessaire ou non, conformément aux modalités fixées à l'article 4 ;

§ 2. Pour pouvoir exécuter les actions 4°, 5° et 6° du paragraphe premier, l'opérateur doit disposer d'une autorisation d'exercer le rôle de

6° « eCall flag » : "eCall discriminator" zoals bepaald in art. 3, 23., van de ITS-wet.

7° « Nooddiensten die ter plaatse hulp bieden » : de diensten geïndiceerd door artikel 107, § 1, a., van de wet ;

8° « minimumreeks van gegevens » : de inlichtingen geïndiceerd in art. 3, 24°, van de ITS-wet ;

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de operatoren die mobiele diensten leveren die « eCalls » dienen te verwerken.

Art. 3. § 1. Elke operator verwerkt een « eCall » door achtereenvolgens de volgende acties uit te voeren :

1° hij identificeert de « eCall » door middel van de « eCall flag » en onderscheidt hem van andere oproepen naar het noodnummer 112 ;

2° hij onderscheidt de manuele « eCall » van de automatische « eCall » ;

3° hij verzekert de eenduidige identificatie van de oproepende lijn voor elke ontvangen « eCall » ;

4° hij verzekert, op basis van de minimumreeks van gegevens, de evaluatie van elke « eCall » overeenkomstig de regels en procedure vastgelegd door de overheid die verantwoordelijk is voor de werking van de beheerscentrales voor noodoproepen en bepaalt op basis van deze voor elke ontvangen « eCall » of een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, nodig is of niet ;

5° hij doet een oproep naar het voertuig om bijkomende inlichtingen van de inzittenden van het voertuig te verkrijgen over de noodzaak van een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden en bij uitblijven van antwoord evalueert hij deze noodzaak op basis van de minimumreeks van gegevens ;

6° hij verzekert de filtering voor elke ontvangen « eCall » naargelang een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, nodig is of niet, overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 4 ;

§ 2. Wanneer de operator beslist de handelingen 4°, 5° en 6° van de eerste paragraaf uit te voeren, dan dient hij een

« centrale d'alarme » délivré par le ministre de l'Intérieur conformément à la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.

Il est permis à tout opérateur de conclure un accord de collaboration avec une centrale d'alarme dûment autorisée afin que cette dernière exécute les actions 4°, 5° et 6° du paragraphe premier pour les « eCall » de l'opérateur.

Art. 4. § 1. Lorsqu'il résulte de l'évaluation réalisée conformément à l'article 3, § 1, 4° et 5°, qu'une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place est nécessaire, l'« eCall » constitue un appel d'urgence au sens de la loi.

Chaque opérateur traite ce type d'« eCall » en effectuant successivement les actions suivantes :

1° il achemine l'« eCall » vers une centrale de gestion des services d'urgence offrant de l'aide sur place conformément aux procédures à suivre en cas d'appel vers le numéro d'urgence 112 ;

2° il assure la transmission de l'« eCall », de l'ensemble minimal de données et de l'identification de la ligne appelante à la centrale de gestion des appels d'urgence compétente;

3° il assure une connexion vocale entre la centrale de gestion compétente des services d'urgences offrant de l'aide sur place et les occupants du véhicule émetteur de l'« eCall ».

§ 2. Pour les « eCall » pour lesquels il est considéré qu'une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place n'est pas nécessaire, le filtrage consiste pour l'opérateur à prendre au moins contact avec le véhicule et à fournir un message vocal selon lequel l'appel n'est pas considéré a priori comme nécessitant une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place et ne sera pas transmis aux services d'urgence offrant de l'aide sur place.

Toute autre type de service d'assistance fourni par l'opérateur en appliquant ses propres conditions tarifaires nécessite une information complète préalable et le consentement préalable des occupants du véhicule à ce sujet.

vergunning te bekomen als « alarmcentrale » bij de minister van Binnenlandse Zaken zoals voorzien in de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

Het is een operator toegestaan een samenwerkingsakkoord af te sluiten met een geldig vergunde alarmcentrale opdat deze laatste de handelingen 4°, 5° en 6° van de eerste paragraaf uitvoert voor de « eCall » van de operator.

Art. 4. § 1. Wanneer op grond van de evaluatie uitgevoerd overeenkomstig artikel 3, § 1, 4° en 5°, volgt dat een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, nodig is dan vormt deze « eCall » een noodoproep in de zin van de wet.

Elke operator verwerkt dit type « eCall » door achtereenvolgens de volgende acties uit te voeren :

1° hij leidt de « eCall » door naar een beheerscentrale voor noodoproepen van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden overeenkomstig de procedures die moeten worden gevolgd voor een oproep naar het noodnummer 112 ;

2° hij verzekert de doorschakeling van de « eCall », de minimumreeks van gegevens en de identificatie van de oproepende lijn naar de bevoegde beheerscentrale voor noodoproepen ;

3° hij verzekert een spraakverbinding tussen de bevoegde beheerscentrale van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden en de inzittenden van het voertuig van wie de « eCall » uitging.

§ 2. Voor « eCalls » waarvoor wordt geacht dat geen interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden nodig is , bestaat de filtering voor de operator er ten minste in contact op te nemen met het voertuig en een gesproken bericht te laten horen dat laat weten dat voor de oproep a priori wordt geacht dat er geen interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden nodig is en niet zal worden doorverbonden met de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden.

Elk ander type van bijstandsdienst dat door de operator wordt aangeboden met toepassing van zijn eigen tariefvoorwaarden noodzaakt een volledige voorafgaande informatie en het voorafgaande akkoord van de inzittenden van het voertuig dienaangaande.

Art. 5. Au plus tard le 1^{er} mars de chaque année, chaque opérateur communique au Ministre et au Ministre de l'Intérieur les statistiques mensuelles anonymisées concernant le nombre total d'« eCall » qui ont été générés durant l'année civile écoulée, en distinguant d'abord les « eCall » générés automatiquement de ceux générés manuellement puis parmi ces deux catégories, les « eCall » pour lesquels une intervention des services d'urgence offrant de l'aide sur place a été considérée nécessaire des autres.

Art. 6. L'obligation prévue l'article 3, alinéa 1^{er}, 3^o, constitue une mesure technique et administrative d'identification de la ligne appelante dans le cadre d'un appel d'urgence, au sens de l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1, 1^o de la loi.

Art. 7. Le Ministre qui a les communications électroniques dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le [DATE].

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,

J. VANDE LANOTTE

Art. 5. Uiterlijk op 1 maart van elk jaar deelt elke operator de anonieme maandelijkse geanonimiseerde statistieken mee aan de Minister en de Minister van Binnenlandse Zaken, betreffende het totale aantal « eCall » in het voorgaande kalenderjaar, waarbij vooreerst onderscheid wordt gemaakt tussen de manueel en de automatisch gegenereerde « eCall », en vervolgens in deze beide categorieën tussen de « eCall » waarvoor een interventie van de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden nodig werd geacht en de andere.

Art. 6. De verplichting bepaald in artikel 3, eerste lid, 3^o, vormt een technische en administratieve maatregel voor de identificatie van de oproepende lijn in het kader van een noodoproep in de zin van artikel 127, § 1, eerste lid, 1^o, van de wet.

Art. 7. De Minister die de elektronische communicatie onder zijn bevoegdheid heeft is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, [DATUM].

FILIP

Van Koningswege :

Le Minister van Economie,

J. VANDE LANOTTE